Photo World Wide

Le secrétaire général des Nations Unies Kurt Waldheim a réuni pour la première fois Glafcos Clerides et Rauf Denktash depuis le début des hostilités. On voit les chefs cypriotes grec et turc après leur rencontre avec Kurt Waldheim et le prince Sadruddin Aga Khan, le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. L'entrevue a eu lieu le 26 août.

tuait une tâche ingrate. Sa réputation d'homme conciliant n'a fait que compliquer son mandat. S'il acceptait l'occupation comme réalité de droit, il acquérait la réputation d'un Pétain, c'est-à-dire qu'il accordait un leadership nominal à la partie défavorisée de son pays tandis que des troupes étrangères occupaient les régions de la république les plus riches, les plus productives et les plus importantes stratégiquement. Makarios s'était déjà enfui vers la sécurité dans un avion britannique, comme de Gaulle avait fui la France en 1940, et Makarios était tout aussi disposé à rassembler le monde sous la bannière d'une île de Chypre libre que de Gaulle sous celle d'une France libre. La seule voie dans laquelle Clerides pouvait s'engager tout en ne s'aliénant pas ses appuis politiques au sein de la communauté cypriote grecque était celle du chef patriote pendant un état de siège. Cette attitude a peut-être rehaussé sa stature au sein de la communauté grecque, mais elle l'a rapproché de la position de Makarios et éloigné de la réconciliation avec les Cypriotes turcs.

La Turquie avait peut-être envisagé un autre rôle pour Clerides, qui a toujours réussi à entretenir des relations de travail avec Denktash, chef de la communauté cypriote turque. Si la Turquie se propose d'occuper militairement une partie de Chypre durant une période indéfinie, le caractère du chef cypriote grec pourrait ne pas être un sujet très important. En revanche, si la Turquie en vient à envisager un retrait partiel et des négociations, il importera à la Turquie et aux Cypriotes turcs que quiconque parle au nom de la communauté grecque soit capable de parler vigoureusement et d'une manière à inspirer confiance.

La réaction du Canada

Le gouvernement canadien devra, en 1975, déterminer quelles obligations, le cas échéant, il désire prendre envers la Force de l'ONU à Chypre. Exception faite des Britanniques, dont la présence dans l'île est reliée avant tout aux bases et précède la création de la Force de l'ONU, aucun pays n'a assumé une plus grande responsabilité dans l'établissement et le maintien de la Force des Nations Unies. Devant l'hésitation d'autres nations à s'engager en 1964, le Canada s'est lui-même engagé publiquement, plus dans l'intention de susciter des contributions d'autres pays membres que parce qu'il était convaincu que la Force de l'ONU à Chypre avait déjà obtenu un mandat satisfaisant.

Les troupes canadiennes ont accompli certaines des tâches les plus dangereuses et les plus ardues avec leurs propres moyens en dépit du caractère unique d'une telle